

Lu pour vous : « Le Paul Kagame que je connais »

@rib News, 16/08/2010 Source Foreign Policy [Traduit de l'Anglais par ARIB.INFO] Le Paul Kagame que je connais Le président du Rwanda a lutté pour mettre fin au génocide de 1994 du pays Il l'a alors utilisé pour justifier ses propres règles de hors-la-loi. Par ROBERT KRUEGER, ancien ambassadeur des USA au Burundi FOREIGN POLICY - LE 5 AOÛT 2010 Le 9 août, l'autorité de Paul Kagame comme président du Rwanda sera renouvelée au cours d'une élection issue de laquelle il obtiendra sans doute, comme auparavant, environ 94 pour cent du vote. Les journalistes rwandais qui l'ont critiqué sont en prison; certains de ses adversaires de premier plan sont soit morts assassinés, soit en prison, soit encore en exil. Les élections rwandaises n'ont plus de surprise à l'instar de celles du Politburo soviétique de Brejnev. Certains leaders d'origine américains seront satisfaits que Kagame, qu'ils considéraient comme un homme croyant, continuera à diriger un pays qui a subi le pire génocide de la planète de ces 20 dernières années. Beaucoup de chefs d'entreprise et économistes seront satisfaits qu'un gouvernement d'un pays de l'Afrique centrale se réclame d'avoir une croissance économique la plus rapide dans la région a gagné de nouveau. Seules la justice, la démocratie la majorité silencieuse et terrifiante de la population rwandaise auront perdu.

J'ai rencontré pour la première fois Kagame en septembre 1994, juste deux mois après que les forces tutsi du Front Patriotique Rwandais (FPR) avaient vaincu les génocidaires Hutu et avaient pris la ville capitale de Kigali. Comme ambassadeur américain au Burundi voisin, j'avais été invité à rejoindre le Sous-secrétaire d'État américain Tim W. W. l'ambassadeur américain au Rwanda David Rawson pour une réunion de deux heures avec Kagame, alors chef du FPR. Sur le trajet menant de l'aéroport à son quartier général dans le centre ville de Kigali, la moitié des bâtiments dans la capitale manquait toujours de fenêtres; des vitres fracassées jonchaient les rues. Nous sommes entrés dans un bureau immense, ombragé, avec les pavements en ciment et des murs. La chose la plus frappante dans la pièce était Kagame lui-même, un homme ayant l'air d'un sorcier, drappé dans un costume sombre trop grand pour son corps frêle (la haute couture est souvent une des victimes de la guerre civile, surtout pour les chefs de guérilleros.) Mes perceptions de Kagame avaient sans doute été formées par mes précédentes interviews avec les quelque 100,000 Hutu Rwandais réfugiés qui étaient arrivés au Burundi pendant les deux mois précédents. Ils étaient venus à un taux de plus de 1,000 par jour depuis la victoire de Kagame et vivaient à même un sol dénudé, sous les shittings bleus en plastique fournis par les Nations Unies, tendues sur les branches arrachées entourant les arbres. Quand je leur ai demandé quand ils retourneraient chez eux, ils ont invariablement répondu : "A tout moment si le RPF arrête de nous tuer." Un contre-génocide par les forces tutsi de Kagame, ont-ils dit, abattait de manière impitoyable la population hutu. Kagame savait sûrement tout cela, mais a évidemment refusé de l'admettre quand je l'ai interrogé là-dessus. J'ai constaté qu'il est perspicace, a bien parlé et est resté prudent. Il n'a jamais directement nié mes déclarations, mais refusait toujours de porter la responsabilité de la campagne de vengeance du FPR. Et les États-Unis et l'ONU ont préféré croire que les vainqueurs tutsi étaient meilleurs que les forces des Hutu vaincues. En sortant de la réunion, dans les rues obscurcies de Kigali, je savais qu'il n'y aurait aucune justice équitable ou une démocratie telle aussi longtemps que Kagame tiendrait le pouvoir. Plusieurs mois plus tard, j'ai visité un couple missionnaire au Burundi qui vivait à seulement une dizaine de kilomètres de la frontière rwandaise. La nuit, nous avons entendu les tirs d'artillerie venant du Rwanda. Le matin, nous avons trouvé quatre corps flottant dans la rivière et plus de cent réfugiés rwandais qui avaient traversé la frontière pour trouver asile à la mission. Ils ont dit que le FPR avait encerclé leur camp et avait abattu environ 750 personnes pendant la nuit. La mission ONU à proximité, qui a refusé d'envoyer des troupes pour aider, a prétendu que seulement 12 incidents se sont produits. Le contraste statistique était si grand que j'ai reçu la permission du Département d'État d'inspecter le site des massacres au Rwanda personnellement. Mais quand j'ai été amené par hélicoptère au site, les attachés militaires américains à bord ont refusé de permettre à l'hélicoptère d'atterrir, rendant impossible l'inspection. Cette réticence des militaires américains pour permettre n'importe quel examen de vérification des actions du FPR de Kagame était malheureusement caractéristique de la politique américaine dès lors et dès aujourd'hui. Kagame a joué une longue relation avec le Pentagone : Il a été entraîné au Fort Leavenworth au Kansas et a travaillé la tête des opérations de renseignement du Président ougandais Yoweri Museveni, un allié américain. Le Pentagone a souvent loué Kagame pour ses succès militaires; clairement les chefs militaires américains veulent qu'aucune ombre de violations de droits de l'homme ne touche sa réputation. L'inclination de Washington à l'endroit de Kagame s'étend également au-delà des militaires. En 1994, peu de temps après la fin du génocide, les États-Unis et l'ONU ont primé un rapport préparé pour le Haut-commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés par le conseiller en conflit Robert Gersony, qui a estimé que le FPR avait abattu entre 25,000 et 45,000 personnes durant les quatre mois. Cette même année, les États-Unis ont passé avec succès une motion au Conseil de Sécurité de l'ONU pour réduire de 5,000 à 100 le nombre de militaires U.N. à être envoyés au Rwanda à une réduction de 98 pour cent. Pendant la dernière et demie année, Kagame a exploité en maître le bûcheron du doute dont il bénéficiait de la part de la communauté internationale pour consolider son pouvoir. Aujourd'hui, les journalistes et les anciens hauts cadres qui ont rompu les relations avec Kagame ont "disparu", ont reçu une balle en Afrique du Sud, ou ont été emprisonnés au Rwanda (Le gouvernement rwandais a nié toute responsabilité pour les meurtres du moment). Même un avocat américain qui cherchait à défendre un candidat de l'opposition rwandaise a été brièvement emprisonné. La censure est partout et certains citoyens ont été emprisonnés pour avoir suggéré que les Tutsi ont tué des Hutu pour des raisons ethniques, même que des Hutu ont sans doute tué des Tutsi. Quand j'ai demandé à un missionnaire scandinave qui avait vécu plus de 30 ans au Rwanda et au Burundi à partager son opinion sur le président, il a répondu : "Paul Kagame est un des plus grands meurtriers sur le continent africain. Il a du sang partout dans ses mains." Comme d'autres, je n'ai eu aucun doute que Paul Kagame serait à la tête du président du Rwanda. La nation qu'il dirige avec l'appui occidental est devenue la plus efficace et mieux dirigée que d'autres pays de l'Afrique Centrale, et beaucoup d'Américains seront sans doute contents que le dynamisme économique apparent sous le gouvernement de Kagame va continuer. Mais nous ne devons pas

supposer que c'est une société libre. Texte d'origine: The Paul Kagame I Know Rwanda's president fought to end the country's 1994 genocide -- then used it to justify his own awful rule. BY ROBERT KRUEGER | FOREIGN POLICY AUGUST 5, 2010 On Aug. 9, Paul Kagame's mandate as president of Rwanda will be renewed in an election in which he will probably receive, as before, about 94 percent of the vote. Rwandan journalists who criticized him are in prison; some of his earlier would-be opponents are dead, in prison, or in exile. Rwandan elections have no more uncertainty than those in the Soviet Politburo of Brezhnev's day. Some American church leaders will be pleased that Kagame, whom they see as a God-fearing man, will continue to lead a nation that suffered the planet's worst genocide in the last 20 years. Many corporate leaders and economists will be pleased that the government of a Central African country claiming the fastest economic growth in its region has won again. Only justice, democracy, and the silent and terrified majority of the Rwandan population will have lost. I first met Kagame in September 1994, just two months after the Tutsi forces of the Rwandan Patriotic Front (RPF) had defeated the Hutu genocidaires and captured the capital city of Kigali. As U.S. ambassador to neighboring Burundi, I had been invited to join U.S. Undersecretary of State Tim Wirth and U.S. Ambassador to Rwanda David Rawson for a two-hour meeting with Kagame, then the leader of the RPF. On the drive to his headquarters in downtown Kigali from the airport, half the buildings in the capital still lacked windows; shattered glass littered the streets. We entered a large, shadowy office with cement floors and walls. The most striking thing in the room was Kagame himself, a man with a sorcerer's air about him, dressed in a dark suit too large for his rail-thin body. (Fine tailoring is often a victim of civil war, especially for guerrilla leaders.) My perceptions of Kagame undoubtedly had been shaped by my earlier interviews with some of the 100,000 Rwandan Hutu refugees who had arrived in Burundi over the previous two months. They had been coming at a rate of more than 1,000 a day since Kagame's victory, and were living on bare ground under blue plastic sheeting provided by the United Nations, stretched over branches torn from surrounding trees. When I asked them when they would return home, they invariably replied, "Whenever the RPF stops killing us." A counter-genocide by Kagame's all-Tutsi force, they said, was mercilessly slaughtering the Hutu population. Kagame surely knew all that, but of course refused to admit it when I questioned him. I found him to be shrewd, well spoken, and careful. He never directly denied my statements, but always refused to take responsibility for the RPF's campaign of revenge. And the United States and the U.N. preferred to believe that the Tutsi victors were better than the defeated Hutu forces. Emerging from the meeting into the darkened streets of Kigali, I knew there would be no equal justice or real democracy as long as Kagame held power. Several months later, I visited a missionary couple in Burundi who lived only three miles from the Rwandan border. At night, we heard gunfire from Rwanda. In the morning, we found four bodies floating in the stream, and more than a hundred Rwandan refugees who had crossed the border to find shelter at the mission. They reported that the RPF had surrounded their encampment and slaughtered approximately 750 people during the night. The U.N. mission nearby, which refused to send troops to assist, claimed only 12 casualties occurred. The numerical discrepancy was so great that I received the State Department's permission to inspect the massacre site in Rwanda personally. But when I was flown by helicopter to the site, the U.S. military attaché on board refused to allow the helicopter to land, making inspection impossible. This unwillingness of the American military to allow any re-examination of the actions of Kagame's RPF was regrettably characteristic of U.S. policy then and now. Kagame has enjoyed a long relationship with the Pentagon: He was trained at Fort Leavenworth in Kansas and later headed the intelligence operations of Ugandan President Yoweri Museveni, a U.S. ally. The Pentagon has praised Kagame often for his military successes; clearly U.S. military leaders want no shadow of human rights violations to touch his reputation. Washington's deference to Kagame extends beyond the military as well. In 1994, shortly after the end of the genocide, the United States and the U.N. suppressed a report prepared for the U.N. High Commissioner for Refugees by conflict consultant Robert Gersony, who estimated that the RPF had slaughtered between 25,000 and 45,000 people in four months. That same year the United States successfully offered a motion in the U.N. Security Council to reduce from 5,000 to 100 the number of U.N. troops to be sent to Rwanda -- a 98 percent cut. Over the past decade and a half, Kagame has masterfully exploited the benefit of the doubt he receives from the international community to consolidate his power. Today, journalists and former high-level leaders who have broken with Kagame have "disappeared," been shot in South Africa, or been imprisoned in Rwanda. (The Rwandan government denied any responsibility for the killings today.) Even an American attorney who sought to defend a Rwandan opposition candidate was briefly imprisoned. Censorship is widespread, and some citizens have been imprisoned for suggesting that Tutsis have killed Hutus for ethnic reasons, just as Hutus have undoubtedly killed Tutsis. When I asked a Scandinavian missionary who had lived over 30 years in Rwanda and Burundi to share his opinion of the president, he replied, "Paul Kagame is one of the greatest murderers on the continent of Africa. There is blood all over his hands." Like others, I have no doubt that Paul Kagame will be reelected president of Rwanda. The nation he leads with Western assistance has become more efficient and neatly run than other Central African countries, and many Americans will undoubtedly be pleased for the seeming economic dynamism under Kagame's government to continue. But we must not suppose that it is a free society.